

**LA SERBIE: SON PASSÉ ET
SON AVENIR.
DEUXIÈME ÉDITION,
REVUE ET AUGMENTÉE**

Published @ 2017 Trieste Publishing Pty Ltd

ISBN 9780649774555

La Serbie: Son Passé et Son Avenir. Deuxième Édition, Revue et Augmentée by Henri Thiers

Except for use in any review, the reproduction or utilisation of this work in whole or in part in any form by any electronic, mechanical or other means, now known or hereafter invented, including xerography, photocopying and recording, or in any information storage or retrieval system, is forbidden without the permission of the publisher, Trieste Publishing Pty Ltd, PO Box 1576 Collingwood, Victoria 3066 Australia.

All rights reserved.

Edited by Trieste Publishing Pty Ltd.
Cover @ 2017

This book is sold subject to the condition that it shall not, by way of trade or otherwise, be lent, re-sold, hired out, or otherwise circulated without the publisher's prior consent in any form or binding or cover other than that in which it is published and without a similar condition including this condition being imposed on the subsequent purchaser.

www.triestepublishing.com

HENRI THIERS

**LA SERBIE: SON PASSÉ ET
SON AVENIR.
DEUXIÈME ÉDITION,
REVUE ET AUGMENTÉE**

Lorsqu'on jette les yeux sur une carte d'Europe, l'attention est invinciblement attirée par l'espace considérable que la Russie occupe sur le continent. Le testament politique de Pierre le Grand revient forcément à la mémoire, et l'on se demande comment les ambitions moscovites ne sont pas déjà des faits accomplis. Cet immense empire pèse d'un tel poids sur la péninsule des Balkans que son extension, au delà du Danube, semble être la loi naturelle de son développement.

Cette éventualité n'est entrée dans les préoccupations de la diplomatie européenne qu'à une époque relativement récente. Avant 89, quelques hommes politiques pouvaient avoir, à cet égard, le pressentiment de l'avenir; mais, si l'on parcourt l'histoire de la Révolution et de l'Empire, on n'y rencontre à chaque page qu'un fait général: l'alliance continentale contre la France. Notre prépondérance est l'unique danger qui menace la paix du monde, notre puissance est la seule qu'on s'efforce de briser! La Russie et l'Angleterre combattent la main dans la main, nourrissant une pensée commune: dompter, réduire, affaiblir la France!

Le premier Empire écroulé, la Sainte-Alliance

indica, 1812, p. 303

arrange à sa guise les affaires de l'Europe. On songe si peu, à Londres, aux projets de Saint-Pétersbourg sur le Bosphore, que le cabinet de Saint-James participe, avec la Russie et la France, à l'émancipation de la Grèce.

Et cependant, c'est de la bataille de Navarin (20 octobre 1827) que date le mal incurable dont nous voyons la Turquie mourir. A partir de ce moment, l'Europe s'aperçoit que le successeur des khalifes fait peser sur ses sujets chrétiens la plus intolérable des oppressions; les nationalités qui constituent la population de la péninsule sont pour ainsi dire dans un état permanent de révolte, et, en réalité, le pouvoir qui siège à Stamboul serait impuissant à se défendre, si la Russie mettait une armée au service des Slaves des Balkans. Cette situation apparut aux hommes d'état anglais comme la révélation soudaine d'un péril immense. Ces Bosniaques, ces Bulgares, ces Serbes, hier encore inconnus, étaient les alliés naturels des czars. N'appartenaient-ils pas à la même race? Ne professaient-ils pas la même religion? L'Angleterre sentait grandir dans l'ombre un adversaire d'autant plus redoutable qu'il était à même de l'atteindre dans ce qui lui tient le plus à cœur : sa vaste colonie asiatique. La Russie pouvait, d'un jour à l'autre, se trouver à la tête du continent, tenir le Sultan à sa merci et créer, à son gré, parmi les musulmans de l'Inde, contre l'autorité britannique, des soulève-

ments qui seconderaient à merveille sa marche progressive dans l'Asie centrale. L'alliée du Czar, lorsqu'il s'était agi de lutter contre Napoléon I^{er}, sortit dès ce moment de son ancienne alliance, et, sans aucune fausse honte, se tourna vers la France pour maîtriser « le colosse du Nord ».

Notre situation était excellente. Courtisés par nos implacables ennemis de la veille, nous pouvions jouer un rôle décisif. Il suffisait, au cabinet des Tuileries, de se déclarer hautement le protecteur des chrétiens en vertu de toutes les traditions de notre histoire, et de favoriser l'émancipation des Slaves de la Turquie, de même que nous avions concouru à celle des Grecs. La Russie était obligée de nous suivre dans cette voie, sous peine de perdre à jamais toute influence sur ses coreligionnaires des Balkans. Ainsi la question d'Orient, à peine posée, se trouvait résolue conformément aux principes du droit et dans l'intérêt supérieur de la civilisation. Les légitimes possesseurs du sol, violemment dépouillés au xv^e siècle par les hordes turques, étaient rendus à leur destinée, et, renouant leurs annales interrompues pendant quatre siècles, opposaient désormais aux ambitions de la Russie une barrière définitive.

Au lieu d'obéir à ces considérations qui, pour être élevées, n'en offraient pas moins la solution la plus pratique de ce redoutable problème, nous nous sommes laissé traîner à la remorque du Foreign-Office jusqu'à ce que la diplomatie du second Em-

pire nous ait associés plus effectivement encore à la politique anglaise dans la campagne de Crimée. Ainsi, le cabinet de Saint-James qui, au commencement du siècle, s'était uni à la Russie pour écraser la France, s'alliait maintenant à son ancienne rivale contre son nouvel antagoniste !

Depuis cette époque, le gouvernement de la Grande-Bretagne a, sans sourciller, assisté à nos revers militaires et à notre démembrement. Il ne serait probablement pas sorti de son impassibilité égoïste si notre amoindrissement n'avait en quelque sorte mis l'Europe à la discrétion des Empereurs alliés. On a vu très-nettement à Londres à quel résultat allait aboutir l'action diplomatique des trois cabinets du Nord. La Russie triomphait à Berlin aussi bien qu'à Constantinople. La politique du mémorandum déposait progressivement la Turquie, sans créer cependant pour les provinces slavo-turques l'état de choses auquel les populations aspirent invinciblement. On plaçait au contraire plus étroitement que jamais les Slaves méridionaux en tutelle. Soumis encore nominalement au Sultan, ils étaient, en fin de compte, sous la dépendance des trois empereurs et devaient fatalement se jeter dans les bras de la Russie. L'avenir dira jusqu'à quel point M. de Bismark a été le complice de l'Angleterre dans l'incident qui a tout remis en question et qui, par le fait, vient d'engendrer la guerre.

Il est évident que, sans une complaisance, qui

ne saurait être gratuite, l'opposition du Foreign-Office n'aurait pu entraver le projet des trois chanceliers. L'Angleterre ne dispose d'aucun moyen sérieux de résister efficacement à la volonté de l'Allemagne unie au Czar et suivie par l'Autriche. M. de Bismark n'aurait pas pris tout de suite en considération l'attitude du cabinet de Londres, s'il n'avait eu un intérêt à faire échouer le plan du prince Gortschakoff. Or, si l'on songe que la réalisation de ce plan amenait un temps d'arrêt assez long dans les complications orientales et peut-être même conjurait le conflit pour cette année, on sera bien près de penser que le ministre de l'empereur Guillaume avait besoin de la guerre et qu'il s'est servi, pour obtenir ce résultat, des terreurs que l'effondrement de la Turquie et la prédominance de la politique russe inspirent aux hommes d'État britanniques. Il est probable que la déférence du grand chancelier d'Allemagne pour lord Derby n'ira pas plus loin. La lutte engagée, le prince de Bismark laissera les événements suivre leur cours, évitant de se lier avec l'Angleterre pour Constantinople et avec Saint-Petersbourg pour les Serbes. Il a conduit en profond politique les choses au point où il les voulait pour rester l'arbitre de la situation et le maître de faire de sa volonté la loi inexorable du continent.

La France a plus que jamais le devoir de se recueillir dans une neutralité absolue. Le spectacle de

l'Allemagne formidablement armée et libre quand tous les autres États vont être plus ou moins mêlés au conflit oriental devrait suffire pour nous inspirer la sagesse au dedans et au dehors. Mais il n'est pas inutile néanmoins de montrer quelle est la part des inconséquences de notre politique extérieure dans la situation menaçante du moment. Il faut que nous mesurions, par la pensée, les avantages que nous eussions retirés d'une attitude constamment conforme à nos traditions. Les intérêts de la civilisation se trouvaient identiques avec nos propres intérêts. Il est bon que nous ajoutions, aux douloureux enseignements de 1870, cette haute leçon qui se dégage des faits avec une éloquence chaque jour plus accentuée : les bonnes causes ne sont jamais perdues ; il y a dans les événements une force qui, en dépit de l'habileté des hommes, concourt au triomphe définitif de la vérité et de la justice.

Telle est la cause des Slaves de la Turquie.

La détermination du prince Milan, si aventureuse qu'elle paraisse à ceux qui ne connaissent ni les Serbes ni les Turcs, ne pouvait subir aucune modification, aucun retard. La principauté est le champion naturel de l'indépendance des Slaves méridionaux ; elle doit jouer, dans la péninsule des Balkans, le rôle du Piémont dans l'œuvre de l'unité italienne.

Déjà, en 1862, lors de l'insurrection de la Montagne noire et du bombardement de Belgrade par

les Turcs, nous disions, dans une première édition de ce livre, en parlant des Slaves de la péninsule :

« Un courant électrique semble remuer la population tout entière, lui communiquer comme un frisson sublime d'enthousiasme et de liberté. Cette insurrection près d'éclorre n'est pas une force aveugle qui détruit ; c'est une puissance intelligente qui ne brise que des chaînes : elle a son centre et son point de ralliement. Ce centre, c'est la principauté de Serbie. Les Serbes indépendants se préparent à accomplir leur mission glorieuse. Ne sont-ils pas les champions naturels de la grande cause de leur nationalité ? Lorsqu'en 1848, les Hongrois, libres de la veille, voulurent s'imposer à leurs frères du banat de Témessvar, n'est-ce pas sur leur intervention armée que la Hongrie dut renoncer à ses prétentions ? C'est donc autour de la principauté que la population va se grouper ; elle n'attend que son initiative pour se soulever sur tous les points.

» On se demande si, dans ces conjonctures, la France peut hésiter à soutenir les Serbes dans cette lutte suprême. Notre indifférence pour ce peuple a été complète jusqu'au moment de la guerre de Crimée. Depuis cette époque, les agents français ont montré pour la population plus de sympathie, plus de sollicitude. Aussitôt notre influence s'est rétablie dans la contrée. C'est en nous, c'est en notre gouvernement que les Serbes mettent leur plus ferme espoir. Ils pensent avec raison qu'une nation comme